



Rapport du FMI sur les Perspectives économiques mondiales

Le FMI a publié début octobre son rapport sur les « Perspectives économiques mondiales » (World Economic Outlook). Il révisé légèrement à la baisse ses prévisions de croissance mondiale, à 2,9 % en 2013 et 3,6 % en 2014 (soit respectivement -0,3 % et -0,2 % par rapport à son estimation de juillet). Le rapport prévoit une contraction de la croissance en zone euro de 0,4 %, suivie en 2014 d'une croissance de 1 %. Les prévisions de croissance pour la France sont révisées à la hausse, à 0,2 % en 2013 et 1,0 % en 2014. Pour le FMI « l'impulsion sur la croissance mondiale doit venir des États-Unis ». Il retient l'hypothèse d'un règlement prochain de la crise provoquée par la suspension des services fédéraux et par le doute entretenu sur le relèvement du plafond de la dette, et prévoit un rebond de 1,6 % en 2013 et de 2,6 % en 2014, sous l'effet conjoint d'une bonne tenue de la demande privée, de l'augmentation du patrimoine des ménages et du redressement du marché de l'immobilier. Les prévisions pour les pays émergents et en développement tablent sur une croissance toujours vigoureuse, mais toutefois revue à la baisse, avec 4,5 % en 2013 et 5,1 en 2014 (respectivement -0,5 et -0,4 % au regard des projections de juillet). S'agissant de la Chine, les prévisions de croissance sont de 7,6 % en 2013 et 7,3 en 2014 (-0,2 et -0,4 % par rapport à juillet). Pour le FMI « L'économie mondiale est entrée dans une nouvelle période de transition. L'économie des Pays avancés s'affermi progressivement. (...) La croissance dans les pays émergents a ralenti. Cette confluence provoque des tensions : les pays émergents sont confrontés à la fois à un ralentissement de la croissance et à un durcissement des conditions financières mondiales ».

<http://www.imf.org/external/French/pubs/ft/survey/so/2013/NEW100813AF.htm>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE lors de sa réunion du 2 octobre a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et, en particulier, celles du crédit demeurent atones (...). Dans le même temps, la croissance du PIB en volume a été positive au deuxième trimestre, après six trimestres de contraction, et les indicateurs de confiance disponibles jusqu'en septembre confirment l'amélioration progressive attendue de l'activité économique, en partant de bas niveaux. La politique monétaire vise toujours à conserver une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique. À l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire, conformément aux indications fournies en juillet sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire. »

2 - Eurostat

Eurostat a publié, le 1^{er} octobre, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12 % en août 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,9 %, stable par rapport aux chiffres de juillet (11 %). Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à août 2012, où ils se situaient respectivement à 11,5 % et 10,6 %.

Actualité législative

Publications au Journal Officiel

Projet de loi sur la consommation transmis à l'Assemblée nationale en deuxième lecture. Ce projet dit « loi Hamon » actuellement en discussion et tel qu'adopté en première lecture par le Sénat le 13 septembre, prévoit notamment la possibilité pour des consommateurs d'engager dans certains cas des actions de groupe (inspiré des « class action » US). Afin de lutter contre le surendettement, il prévoit la création d'un registre national du crédit aux particuliers. Dans ce domaine, il est prévu également une diminution de huit à sept ans de la durée maximale des plans de désendettement. Ce projet comporte enfin des mesures assurant la gratuité du service d'aide au changement d'établissement de crédit (« mobilité bancaire »).

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPreparation.do?idDocument=JORFDOLE000027383756&type=general>



Pierre Moscovici et Christian Noyer appellent à la mobilisation de tous pour le succès de la migration à SEPA qui concerne toutes les entreprises

Lors d'une conférence de presse tenue à Bercy lundi 23 septembre, Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, ont rappelé qu'à compter du 1^{er} février 2014, les virements et les prélèvements en euro au format national seront rejetés par les banques. En effet, conformément à la réglementation européenne, les nouveaux instruments de paiement européens SEPA remplaceront définitivement les actuels formats nationaux de virements et de prélèvement **le 1^{er} février 2014** au plus tard, pour toutes les opérations, y compris domestiques.

Or, à quatre mois de l'échéance, il reste en France, pratiquement 50% des virements et plus de 95% des prélèvements à faire basculer dans les nouveaux formats ; une majorité de PME n'ayant pas encore entamé le projet de migration. Il y a désormais urgence et toutes les entreprises doivent immédiatement prendre les dispositions nécessaires pour se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation européenne, tout retard entraînant un risque de blocage des paiements, par exemple le règlement des salaires de leurs employés. Elles doivent adapter leurs systèmes d'information en s'assurant que tous les paiements de masse en entrée et en sortie seront bien traités au format SEPA d'ici l'échéance et entrer en contact avec leurs banques et autres prestataires de services de paiement pour valider les modalités de passage aux nouveaux formats.

L'IBAN et le BIC : les nouvelles coordonnées bancaires européennes

Le virement et le prélèvement SEPA nécessitent l'utilisation de nouvelles coordonnées bancaires harmonisées à l'échelle européenne : l'IBAN et le BIC. Celles-ci figurent depuis 2001 sur les relevés d'identité bancaire (RIB). L'identifiant du compte bancaire est l'IBAN, composé de 27 caractères pour les comptes tenus en France et 34 au maximum pour les comptes tenus dans les autres pays européens. Il comprend le code pays (FR pour la France), la clé de contrôle et l'identifiant du compte national. L'identifiant de la banque est le BIC, qui se compose de 8 ou 11 caractères.

Le virement SEPA

Il permet de transférer des fonds d'un compte à un autre en France et dans le reste de l'espace SEPA. Le virement sera ainsi exécuté en 1 jour ouvrable à compter de la réception de l'ordre de virement par la banque du donneur d'ordre, quel que soit son destinataire dans l'espace SEPA.

Le prélèvement SEPA

Le prélèvement est un paiement à l'initiative du créancier sur la base d'un mandat (autorisation préalable) donné par le débiteur à son créancier. Le prélèvement SEPA offre un traitement automatisé des opérations en France et dans le reste de l'espace SEPA. Le débiteur est désormais mieux protégé, il peut ainsi demander à sa banque le remboursement d'un prélèvement SEPA déjà effectué dans un délai de 8 semaines après l'opération.

Les avantages du passage au SEPA

La mise en place du SEPA renforce les opportunités d'automatisation des traitements chez tous les acteurs de la chaîne de paiements, la vitesse d'exécution des opérations et la concurrence à l'échelle européenne entre les prestataires de services de paiement. Ces nouvelles opportunités sont ouvertes à l'ensemble des donneurs d'ordres, quel que soit le champ géographique de leurs activités.

Vous trouverez les textes des interventions du ministre de l'Économie et du gouverneur de la Banque de France, ainsi que la vidéo de leurs interventions du 23 septembre, en cliquant sur le lien suivant : https://www.tresor.economie.gouv.fr/8032_entreprises-soyez-pretes-a-passer-a-sepa-le-1er-fevrier-2014

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Nomination de M. Paugam à la direction de l'Agence

Monsieur Jean-Marie Paugam a pris ses fonctions en tant que directeur de l'agence IEDOM de Guadeloupe et des collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Il succède à Monsieur Charles Apanon.

Mise en place de SEPA au plus tard le 1^{er} février 2014

Lors d'une conférence de presse tenue à Bercy le 23 septembre, Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, ont rappelé qu'à compter du 1^{er} février 2014, les virements et les prélèvements en euro au format national seront rejetés par les banques. En effet, conformément à la réglementation européenne, les nouveaux instruments de paiement européens SEPA remplaceront définitivement les actuels formats nationaux de virements et de prélèvement le 1^{er} février 2014 au plus tard, pour toutes les opérations, y compris domestiques. La mise en place du SEPA devrait renforcer les opportunités d'automatisation des traitements chez tous les acteurs de la chaîne de paiement, la vitesse d'exécution des opérations et la concurrence à l'échelle européenne entre les prestataires de services de paiement. Les textes des interventions du ministre de l'Économie et du gouverneur de la Banque de France sont disponibles sur le lien suivant : www.tresor.economie.gouv.fr

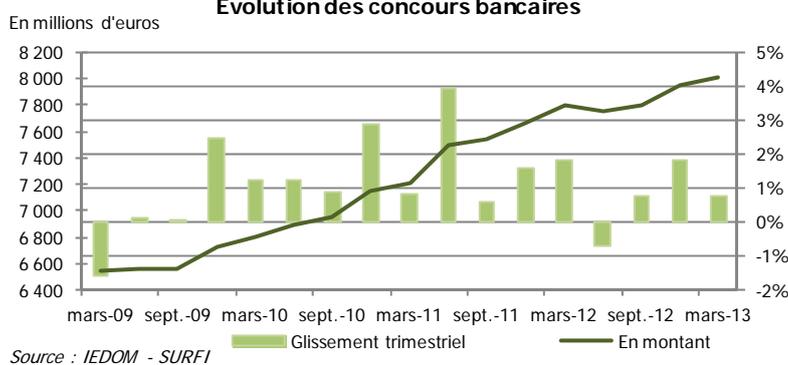
Faible progression des crédits

À fin juin 2013, l'encours des crédits sains consentis à l'économie, qui totalise 8,1 milliards d'euros, progresse faiblement sur trois mois (+0,7 % après +1,2 % à fin mars 2013).

Si les crédits aux entreprises affichent un timide redressement (+1,8 % après +0,9 % au trimestre précédent), les crédits aux ménages continuent de croître à un rythme modéré (+0,9 %). Les encours alloués aux collectivités locales s'inscrivent en diminution sur le trimestre (-2,2 %) mais reste dynamique sur un an (+11,2 %).

Sur un an, l'encours global affiche toutefois une bonne performance (+4,6 % contre +3,1 % à fin mars).

Évolution des concours bancaires

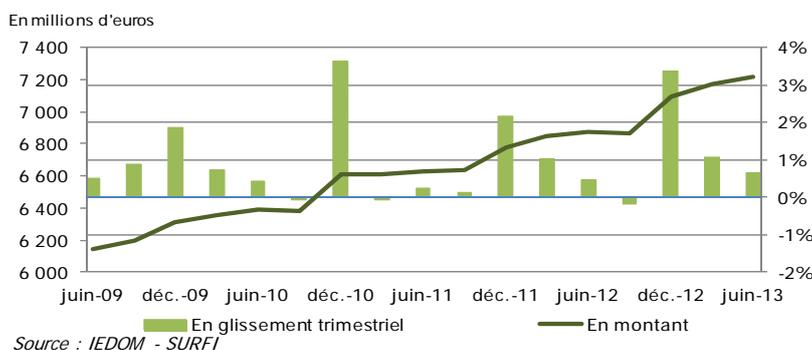


Ralentissement de la collecte nette d'actifs financiers

À fin juin 2013, le rythme de croissance des actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe accuse un nouveau ralentissement. L'encours, qui s'élève à 7,2 milliards d'euros, enregistre son plus faible taux de croissance trimestriel (+0,6 %) depuis septembre 2012. En glissement annuel, l'encours croît néanmoins de 4,9 %.

La perte de vitesse des actifs financiers est principalement liée au recul des placements liquides ou à court terme (-1,1 % sur trois mois). L'épargne longue demeure pour sa part stable (+0,3 %), en raison notamment d'une évolution moins dynamique de l'assurance-vie (+1 %).

Évolution des actifs financiers



En revanche, les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents économiques du département (34,5 % du total des actifs financiers), affichent un rebond tant en rythme trimestriel (+2,8 % après -0,7 %) qu'en glissement annuel (+6 % après +3,6 % en mars 2013).

La conjoncture bancaire et financière au 3^e trimestre 2013

Au regard des résultats de la dernière enquête de conjoncture menée en août 2013 par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales, l'activité bancaire devrait connaître une évolution contrastée au 3^e trimestre 2013.

Le financement de l'habitat et de la consommation des particuliers serait bien orienté. Les crédits d'équipement aux entreprises suivraient la même tendance. En revanche, les crédits d'exploitation aux entreprises s'inscriraient en léger repli. La collecte des dépôts serait pour sa part moins dynamique au 3^e trimestre.

Les dirigeants des établissements de crédit anticipent une progression de leur activité au 4^e trimestre, en dépit d'un environnement économique jugé morose. L'activité de crédits aux entreprises connaîtrait un net rebond et le financement des particuliers resterait bien orienté. En parallèle, la collecte de dépôts s'annonce en nette augmentation sur la fin d'année.

Parution des «Panoramas » des collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les notes de Panoramas des collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy pour l'année 2013. Ces publications sont téléchargeables librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Budget 2014 de l'Outre-mer en légère hausse

Le projet de loi de finances 2014 a été présenté le 25 septembre au Conseil des ministres. En dépit d'une baisse des dépenses de l'Etat, les crédits de la mission Outre-mer progressent de 1 %, soit 20 millions d'euros, passant de 1,99 milliards d'euros à 2,01 milliards d'euros. Ces moyens accrus seront essentiellement consacrés aux crédits d'impôts accordés aux investissements productifs Outre-mer et au logement social.

BTP : accord signé entre les entrepreneurs et les pouvoirs publics

Un protocole d'accord a été signé entre les entrepreneurs guadeloupéens du BTP, qui avaient paralysé mercredi 2 octobre la circulation de l'île, et les pouvoirs publics à l'issue d'une réunion organisée par la Préfecture. Ce protocole d'accord est composé de douze points.

Vote de la proposition de tracé pour le projet de tramway

Le 9 septembre, les élus de Cap Excellence ont approuvé le projet de tramway. Le coût total du projet est estimé à 220 millions d'euros, dont un investissement de 44 millions d'euros de Cap Excellence. Des demandes de subventions doivent être émises auprès de l'État, l'Europe, la Région Guadeloupe et du Conseil Général de la Guadeloupe pour le financement du montant restant. Selon le calendrier prévisionnel, le démarrage des travaux est prévu dès le 4^{ème} trimestre 2016 et la mise en service de la première ligne du tramway en septembre 2019.

La destination Guadeloupe présente aux salons Top Résa et Grand Pavois

Au mois de septembre, le Comité du tourisme des Iles de Guadeloupe (CTIG) a assuré la promotion du tourisme guadeloupéen par sa présence à deux grands salons. La 35^{ème} édition du salon IFTM – Top Résa, destiné au professionnel du tourisme et des voyages s'est tenue du 24 au 27 septembre à Paris. La délégation du CTIG, menée par son Président M. Hilaire Brudey, comprenait plus de 19 partenaires socioprofessionnels des domaines hôteliers, aériens ainsi que des prestataires de loisirs. Le salon du Grand Pavois, dédié aux passionnés de la mer et de la navigation, s'est déroulé du 25 au 30 septembre 2013 à La Rochelle. Le stand des îles de la Guadeloupe, d'une superficie de 18 m², présentait un double partenariat avec Air Caraïbes et le Syndicat d'initiative de Deshaies.

Salon de l'hôtellerie et de la restauration

Pôle Emploi a organisé le salon de l'hôtellerie et de la restauration au World Trade Center à Jarry le 19 septembre. Ce salon a été l'occasion pour les chefs d'entreprises de proposer des offres d'emplois et de rencontrer, au cours d'entretiens, les personnes intéressées. Des conférences ont également été organisées sur divers sujets liés aux formations et aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration, ainsi qu'aux mesures pour l'emploi dans la filière.

Nouveau directeur général de l'agence régionale de santé (ARS)

Patrice Richard est directeur général de l'agence régionale de santé depuis le 1^{er} septembre 2013 et succède à Mireille Willaume.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Conférence sur la situation de l'industrie touristique dans la Caraïbe

Du 16 au 18 octobre se tiendra, en Martinique, la Conférence sur l'état de l'industrie du tourisme organisée par l'Organisation du tourisme de la Caraïbe (CTO). Pendant trois jours, les représentants des trente-deux pays de la Caraïbe adhérents à cette organisation vont continuer d'approfondir le thème décliné depuis 2006, à savoir le positionnement de la Caraïbe dans l'industrie touristique mondiale.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : Insee)</i>	Indice des prix à la consommation <i>(base 100 en 1998)</i>	Guadeloupe	Août	2013	129,7	0,4 %	1,0 %	
		France entière			127,7	-	0,9 %	
Demandeurs d'emploi <i>(Source : Direccte)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) <i>(données CVS)</i>		Août	2013	60 640	-0,7 %	2,1 %	
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations (en cumul - millions d'euros)		Juillet	2013	180,7	-	61,6 %	
	Importations (en cumul - millions d'euros)				1 642,3	-	8,6 %	
Créations d'entreprises <i>(Source : Insee)</i>	Nombre d'entreprises créées <i>(hors auto-entreprises)</i>		Août	2013	292	-25,3 %	-3,9 %	
			Cumul annuel		3 012	-	-6,1 %	
Vulnérabilité des ménages <i>(Source : Iedom)</i>	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Août	2013	20 847	-0,1 %	-0,8 %	
					535	10,3 %	15,6 %	

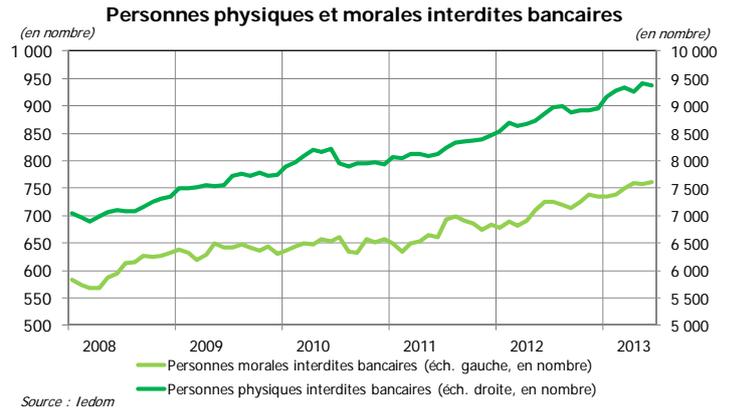
INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbes)</i>	Nombre de passagers (hors transit)		Août	2013	216 037	8,6 %	2,5 %	
			Cumul annuel		1 410 932	-	-0,2 %	
Trafic maritime <i>(Source : Port Autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)			2013	252 583	-20,5 %	-18,0 %	
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		Août		82 089	8,8 %	-10,6 %	
Fréquentation des hôtels classés <i>(Source : Insee)</i>	Nombre de nuitées <i>(en milliers)</i>		Mai	2013	89	-6,3 %	6,0 %	
			Cumul annuel		630	-	0,3 %	
Immatriculations <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Août	2013	1 036	-23,5 %	-14,5 %	
			Cumul annuel		9 570	-	-7,4 %	
Consommation de ciment <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Août	2013	18 305	-18,5 %	-2,3 %	
			Cumul annuel		161 762	-	-2,0 %	

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité

A fin juin 2013, 9 374 personnes physiques étaient en situation d'interdiction bancaire en Guyane, en légère baisse par rapport à mai (-0,5 %), mais en augmentation de 5,8 % sur un an. Dans le même temps, 761 personnes morales étaient dans la même situation, soit une augmentation de 0,4 % sur le mois, et 4,8 % en glissement annuel.

A fin août 2013, le nombre d'impayés sur effets cumulés depuis le début de l'année atteignait 281, soit une augmentation de 14,7 % par rapport à la même période un an plus tôt. En valeur, le total des impayés sur effets atteint 4,2M€ sur les huit premiers mois de l'année, soit une hausse de + 5,2 % par rapport à l'an dernier. Les contestations de créances sont également en augmentation, avec un cumul depuis janvier à 1 M€, soit un montant multiplié par 2,5 par rapport à l'année précédente.



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} octobre 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,70 € / litre pour l'essence (- 3 centimes par rapport au mois de septembre) et 1,57 € / litre pour le gazole (+ 2 centimes sur le mois). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 22,43 €, soit une hausse de 8 centimes.

Prix à la consommation

En août 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère baisse en Guyane (- 0,2 % sur le mois), marquant une pause après la hausse constatée en juillet (+ 0,7 %). Cette baisse est liée à la diminution du prix des services (- 0,9 %) et de l'alimentation (- 0,2 %), alors que l'électricité, qui a une pondération moins importante dans le panier des ménages, augmente de 3,0 %. Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,4 %, impacté principalement par la progression des prix de l'alimentation (+ 3,0 %) et des services (+ 1,5 %). L'augmentation annuelle des prix en Guyane se retrouve au même niveau qu'à La Réunion (+ 1,5 %) ou qu'en Martinique (+ 1,5 %), mais est supérieure à la Guadeloupe (+ 1,0 %) et à celle constatée sur l'ensemble de la France (+ 0,9 %).

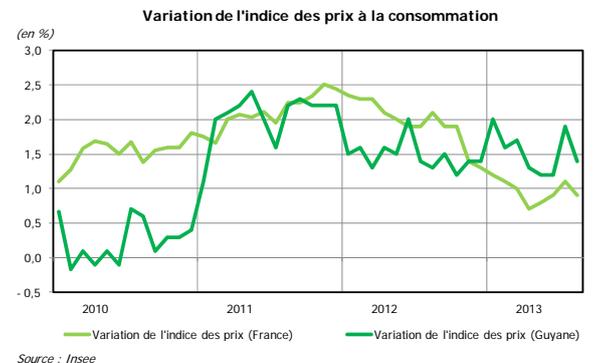
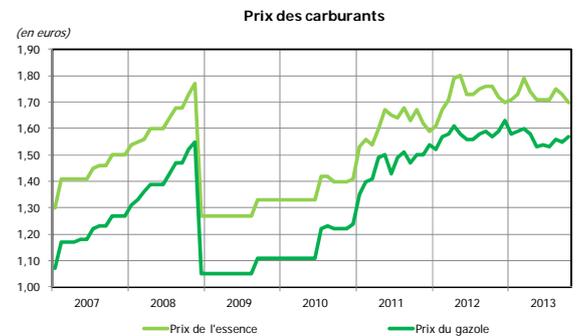
Spatial

Arianespace et Astrium ont signé le 17 septembre dernier un accord pour la production de 18 lanceurs Ariane 5 ECA supplémentaires. Ces lanceurs seront propulsés à partir de 2017, une fois que les 20 lanceurs restants (sur les 35 qui avaient été commandés en 2009) auront été épuisés. Cet accord permet d'assurer la continuité de la production pour Astrium et ses sous-traitants, et assure un approvisionnement en lanceurs jusqu'à la fin de la décennie. Il est rappelé que le carnet de commande actuel d'Arianespace représente 19 lancements d'Ariane 5, 10 lancements de Soyouz ainsi que 4 lancements du lanceur Vega.

Financement des entreprises

Le Comité Régional d'Orientation (CRO) de Bpifrance en Guyane a été installé lors d'une réunion tenue le 28 septembre 2013 à l'hôtel de Région en présence notamment du Président du Conseil régional, du Préfet de Région et de la directrice interrégionale Antilles Guyane de Bpifrance, Mme Michèle PAPALIA. Lors de cette réunion, la directrice a exposé les modalités d'intervention de Bpifrance et présenté les instruments financiers mis à la disposition des entreprises. Plusieurs mesures d'intervention ont été annoncées dans la perspective du démarrage de l'activité prévue en janvier 2014 :

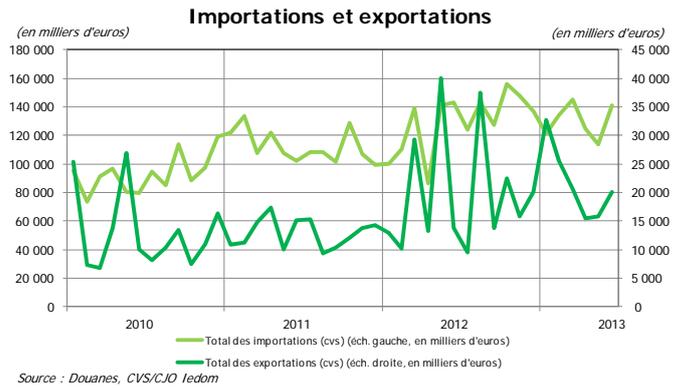
- la mise en œuvre d'une délégation consentie aux banques à hauteur de 70 % pour la garantie des crédits d'un montant inférieur à 100 k€ ;
- la mise en place d'un prêt participatif de développement pour les entreprises guyanaises de plus de 3 ans ;
- la création d'un fonds de garantie régional couvrant la part non couverte par les dispositifs nationaux (dont l'intervention est plafonnée à 40 %) dans la limite de la quotité de 70 % pour les crédits supérieurs à 100 k€.



Commerce extérieur

A fin août, le cumul des importations sur l'année augmente de 15,1 % CVS par rapport à l'année précédente. Pour la première fois, le total des importations dépasse le milliard d'euros au mois d'août (1 050 M€ depuis le début de l'année). Combiné à l'augmentation « naturelle » des importations liée à la croissance démographique, l'activité de Shell, qui génère des importations résultant de l'activité de forage, peut expliquer cette évolution. Les exportations augmentent également en août, les 25 M€ exportés sur le mois (+ 27,1 % par rapport à juillet) portent à 166 M€ le total des exportations à fin août 2013, soit une augmentation de 12,5 % par rapport à 2012.

Malgré une forte augmentation en août (204 kilos, 6,4 M€), les exportations d'or restent en retrait sur l'année atteignant 905 kilos sur huit mois (- 16,6 %), soit 31 M€ (- 20 %). Le cours de l'or marquait un léger rebond en août (1 346 \$ l'once, soit + 4,7 %) mais restait en repli sur un an, en diminution de 17,2 %.



ACTUALITÉS RÉGIONALES

Prévisions de croissance

Selon les dernières prévisions du FMI, publiées dans les « Perspectives économiques mondiales » (World Economic Outlook, cf. supra), la croissance du Suriname devrait atteindre 4,7 % en 2013 et 4 % en 2014. Les prévisions de croissance pour le Guyana sont de 5,3 % en 2013 et de 5,8 % en 2014, alors que le PIB brésilien serait amené à augmenter de 2,5 % en 2013 et en 2014. Le Paraguay (+ 12,0 %) et le Panama (+ 7,5 %) figurent parmi les pays les plus dynamiques de la zone Amérique latine/Caraïbes dont la prévision de croissance globale pour l'année 2013 est de 2,7 %.

L'augmentation des prix restera soutenue au Brésil (+ 6,3 % en 2013), alors qu'elle sera de l'ordre de 4,1 % au Guyana et de 2,8 % au Suriname qui a réussi à stabiliser son inflation depuis deux ans.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

INDICATEURS MACROECONOMIQUES	Sur le moi		Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
	↑	↓					
PRIX	↓	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Août-13 127,7	-0,2%	[1,4 %]	Insee
	↓	↓	Prix administré du litre d'essence	Oct-13 1,70	-1,7%	-3,4%	Préfecture/Dicctce
MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	↑	Demandedeurs d'emploi (DEFM A)	Juil-13 20 596	[2,7%]	[11,8%]	Pôle emploi
	↑	↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Juin-13 8 264	[1,1%]	[2,8%]	Pôle Emploi
	↑	↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Août-13 15 784	-3,2%	[7,5%]	Caf
	↓	↓	Prestations nettes versées (1)	Août-13 8,5 M€ Cumul 68,5 M€	-16,6%	-1,9% [8,5%]	Caf
CONSOMMATION	↓	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Août-13 14,0 M€ Cumul 110,2 M€	-19,0%	-3,3% 8,9%	Douanes
	↓	↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Sept-13 335 Cumul 2 874	-15,6%	1,8% -4,2%	Somafi
INVESTISSEMENT	↑	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Août-13 45,0 M€ Cumul 321,8 M€	7,7%	-0,4% 21,7%	Douanes
	↓	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Sept-13 84 Cumul 716	-24,9%	-19,3% -11,7%	Somafi
COMMERCE EXTERIEUR	↑	↑	Exportations (3)	Août-13 24,6 M€ Cumul 166,5 M€	27,1%	44,7% 12,5%	Douanes
	↑	↑	Importations (3) (4)	Août-13 151,7 M€ Cumul 1 051,5 M€	24,0%	-1,3% 15,1%	Douanes

INDICATEURS SECTORIELS	Sur le moi		Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
	↑	↓					
SPATIAL			Tirs effectués	Cumul à Sept-13 6 tirs (4 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)		6 tirs à Sept-12	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Sept-13 13 satellites, et 1 ATV*		11 satellites et 1 ATV*	
BTP	↑	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Août-13 7 899 tonnes Cumul 60 557 tonnes	0,7%	-7,1% -7,3%	Ciments guyanais
INDUSTRIE	↑	↑	Exportations d'or en volume (3)	Août-13 204 kilos Cumul 905 kilos	149,5%	140,3% -16,6%	Douanes
	↑	↑	Exportations d'or en valeur (3)	Août-13 6,4 M€ Cumul 31,0 M€	128,7%	86,4% -20,0%	Douanes
	↑	↑	Cours de l'once d'or	Août-13 1 346,07 \$	[4,7%]	-[17,2%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	↑	↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12 20 767 m3 Cumul 74 878 m3	29,8%	215,8% 1,7%	ONF
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	↑	Exportations de crevettes (3)	Août-13 15 tonnes Cumul 338 tonnes	12,3%	13,3% 1,3%	Douanes
	↑	↑	Exportations de poissons (3)	Août-13 213 tonnes Cumul 839 tonnes	15,2%	-33,0% -3,8%	Douanes
	↑	↑	Exportations de riz (2) (3)	Août-13 0 tonne Cumul 0 tonne	n.s	n.s n.s	Douanes
TOURISME	↓	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Juil-13 49 922 Cumul 248 888	-1,9%	-3,7% 5,0%	CCIRG
	↑	↑	Nombre de nuitées	Mai-13 33 000 Cumul 132 000	14,9%	32,8% 1,0%	Insee

[Données non CVS] *ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

SEPA : passage définitif au nouveau format le 1^{er} février 2014

Le 1^{er} février 2014, les instruments de paiement européens Single Euro Payments Area (SEPA) remplaceront les actuels formats nationaux de virements et de prélèvements. Le virement et le prélèvement SEPA nécessitent l'utilisation de nouvelles coordonnées bancaires harmonisées à l'échelle européenne : l'IBAN et le BIC, qui figurent sur déjà sur les RIB depuis 2001. Ces instruments permettent un traitement automatisé des opérations en France et dans le reste de l'espace SEPA. La vocation de cette zone intégrée des paiements de détail est d'accélérer la vitesse d'exécution des opérations et de renforcer la sécurité des transferts (y compris pour les cartes de débit). La Commission européenne espère ainsi encourager la baisse des tarifs des services de paiement. À quatre mois de l'échéance, les établissements de crédit martiniquais continuent d'organiser des rencontres à destination des acteurs locaux, afin de les accompagner dans la mise en œuvre de cette migration.

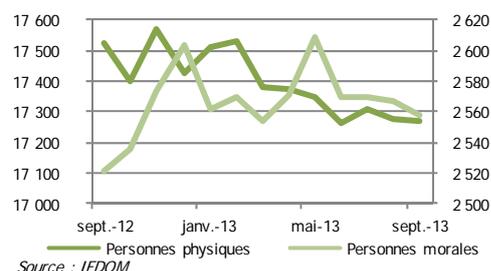
Vulnérabilité des agents économiques : tendance à la baisse au cours des derniers mois

En septembre 2013, le fichier central des chèques recense 19 829 interdictions bancaires, soit une diminution de 0,1 % par rapport au mois précédent. Dans le détail, on compte 2 558 personnes morales (-0,4 % en un mois) et 17 271 personnes physiques interdites bancaires (-0,03 % en un mois). Les retraits de carte bancaire s'élèvent à 4 841 (-1,2 % en un mois). Enfin, les incidents de paiement recensés au fichier central des impayés s'inscrivent en baisse (-0,5 %) par rapport au mois d'août.

Bpifrance : installation du Comité régional Antilles-Guyane

Michèle Papalia, récemment nommée directrice Antilles-Guyane de Bpifrance était en visite à la Martinique le 1^{er} octobre, afin de rencontrer les acteurs locaux et de présenter le dispositif local. Bpifrance, qui a vu le jour en décembre 2012 et tenu son premier Conseil d'administration en février 2013, comprend 42 implantations régionales. Bpifrance est détenue à parts égales par l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et s'organise autour de deux pôles : Bpifrance Financement (prêts) et Bpifrance Investissement (haut de bilan). En Martinique, Bpifrance Financement est représentée par l'Agence Française de Développement et a pris le nom de Martinique Bpifrance. L'objectif de ce nouvel établissement public est de contribuer à un meilleur financement des TPE, PME par une rationalisation des dispositifs de soutien aux entreprises et d'apporter une réponse mieux adaptée aux besoins des territoires, en lien avec les Régions. Martinique Bpifrance sera également la banque de la transition énergétique, ainsi qu'un outil public au service de l'investissement dans les secteurs d'avenir. Martinique Bpifrance succède aux Fonds DOM.

Nombre de personnes physiques et morales en interdiction bancaire

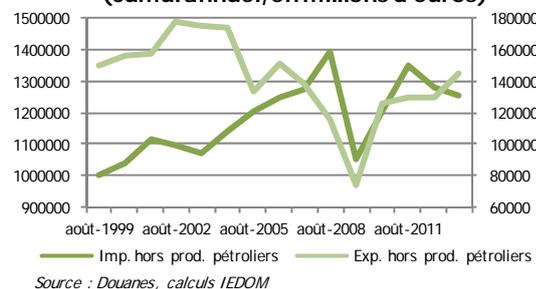


BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Échanges extérieurs : diminution du déficit de la balance commerciale au mois d'août

En cumul annuel en août 2013, les exportations s'élèvent à 232 millions d'euros et les importations à 1 744 millions d'euros, en baisse respective de 16,2 % et de 5,3 % sur un an. Ainsi, le déficit de la balance commerciale représente 1 512 millions d'euros. Le taux de couverture des importations par les exportations recule de 1,7 point et se situe à 13,3 %. Il convient toutefois de tenir compte de l'activité de la SARA qui importe du pétrole brut et réexporte une partie de sa production d'hydrocarbures raffinés vers la Guadeloupe et la Guyane. Ainsi, en cumul annuel en août 2013, les exportations hors produits pétroliers s'élèvent à 145 millions d'euros et les importations à 1 256 millions d'euros, soit une évolution respective de +12,2 % et de -1,9 % en glissement annuel. Le déficit de la balance commerciale hors produits pétroliers est de 1 111 millions d'euros, en repli de 3,5 % en cumul annuel. Le taux de couverture des importations par les exportations hors produits pétroliers progresse de 1,5 point sur un an et se situe à 11,6 %. Hors produits pétroliers, en cumul annuel en août, les exportations se rapprochent de leur niveau d'avant la crise de 2009, tandis que les importations sont en recul depuis 2011. A noter que les apports de la SARA en Martinique sont dorénavant gérés par Pétroservices, les deux entités ayant signé un contrat de 3 ans au mois de septembre.

Échanges extérieurs (cumul annuel, en millions d'euros)



Région Martinique : présentation de « Matnik Solid » et obtention de l'habilitation transport

Le Conseil régional vient de lancer la phase de consultation grand public du Plan d'Actions pour le Développement de la Martinique (PADM), renommé pour l'occasion « Matnik Solid ». A cet effet, des forums citoyens sont programmés pour présenter les pistes d'actions proposées par les experts dans le cadre d'ateliers prospectifs. Cette consultation se déroulera parallèlement à un appel à projets et à un cycle de conférence, ayant d'ores-et-déjà débuté avec la venue de l'économiste Philippe Frémeaux et du politologue Paul Ariès. Ces conférences ont donné lieu à des débats sur la surrémunération des fonctionnaires, la réforme de l'octroi de mer ou encore la mise en place d'un modèle de développement soutenable. En complément, avec l'initiative ID Martinique lancée par Contact Entreprises et Martinique Développement, les chefs d'entreprises apporteront leur contribution au PADM sous la forme d'un livre blanc qui devrait être disponible au début de l'année prochaine. Par ailleurs, la Région a obtenu l'habilitation pour être l'organisatrice unique des transports en Martinique à la faveur du vote des députés à l'unanimité le 2 octobre dernier. Elle devient donc l'Autorité organisatrice du transport unique (AOTU). L'AOTU permettra à la Région de réglementer les transports (terrestres, maritimes) des personnes et des marchandises sur son territoire et, ainsi, de mettre en place une offre de transports cohérente.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

PetroCaribe : poursuite de la Zone Économique PetroCaribe

La réunion des ministres des 18 pays membres du programme PetroCaribe, qui s'est tenue les 6 et 7 septembre en Haïti, a permis de faire un bilan de l'activité de la Zone Économique PetroCaribe (ZEP) et d'entériner sa poursuite. Pour mémoire, PetroCaribe est une alliance entre les pays des Caraïbes et le Venezuela permettant à ces derniers d'acheter le pétrole du Venezuela à des conditions de paiement préférentielles. La ZEP ouvre d'autres perspectives de coopération que la fourniture de produits pétroliers, avec par exemple des discussions sur la promotion des investissements productifs destinés à des chaînes d'approvisionnement. Lors de cet événement, le Venezuela et Haïti ont par ailleurs entrepris de renforcer leurs liens en signant un accord d'entente pour la mise en place d'une ligne aérienne entre les deux pays.

Haïti : appui budgétaire de l'Union européenne

Dans le cadre d'une aide globale de 532 millions d'euros à Haïti, sur la période 2014-2020, l'UE déblocquera une enveloppe de 112 millions d'euros pour l'appui budgétaire des deux prochaines années. L'UE entend assortir cette aide d'un dialogue avec le gouvernement haïtien sur l'utilisation efficiente de ces fonds et leurs contrôles.

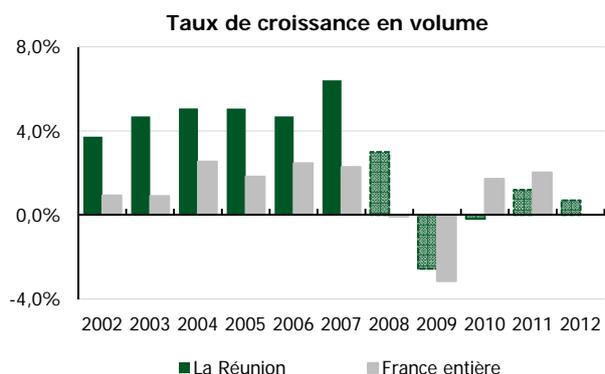
PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- août 2013	130,7	+0,7 %	+1,5 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- août 2013	45 705	+2,9 %	+3,6 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- juillet 2013	21 295	+0,1 %	-3,3 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juin 2013	34 691	+3,2 %	-13,5 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- août 2013	249,1	+5,7 %	-2,7 %
	Hors produits pétroliers		162,1	+0,5 %	-6,7 %
	Exportations (millions d'euros)	- août 2013	9,4	-72,4 %	-78,7 %
	Hors produits pétroliers		9,1	-49,4 %	-34,9 %
	Taux de couverture mensuel		3,8 %		-10,6 pts
	Hors produits pétroliers		5,6 %		-5,5 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- juillet 2013	45	+4,4 %	+0,9 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juillet 2013	304		-0,3 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- septembre 2013	17 271	0,0 %	-1,4 %
	Retraits de cartes bancaires	- septembre 2013	4 841	-1,2 %	+4,0 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- août 2013	178 571	+11,6 %	+1,3 %
		- cumul annuel	1 156 836		+1,4 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- septembre 2013	0	-	-
		- cumul annuel	73 265		+19,9 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2013	13 520	+1,4%	-0,5 %
		- cumul annuel	129 280		-6,8 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- septembre 2013	875	+32,0 %	+5,9 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- septembre 2013	150	+4,2 %	+32,7 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		8 282		-6,4 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Tassement de la croissance en 2012

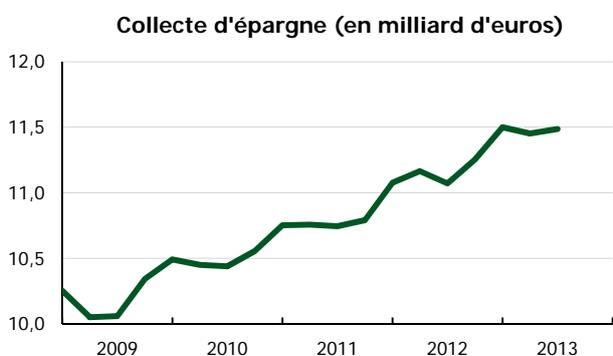


Sources : Insee, comptes définitifs (2001 - 2007); Cerom, comptes rapides (2008 - 2012)

La publication est disponible sur le [site de Cerom](#).

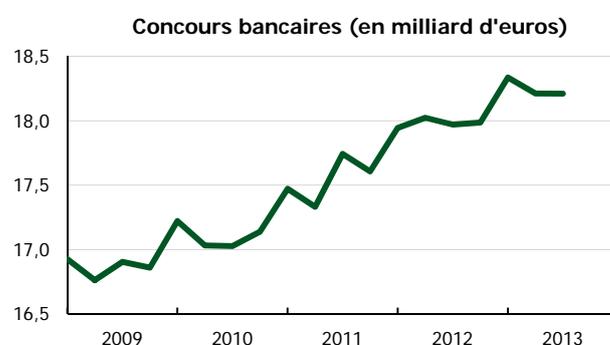
Stabilisation des concours consentis à l'économie au deuxième trimestre 2013

Le deuxième trimestre 2013 enregistre une stabilisation de l'encours des crédits consentis à l'économie, faisant suite à un premier trimestre mal orienté. Les crédits aux entreprises progressent très légèrement entre mars et juin 2013 (+ 0,4 %), la progression des financements immobiliers (+ 2,3 %) permettant de compenser la détérioration des crédits d'investissement et d'exploitation. A l'inverse, les concours consentis aux ménages diminuent de 0,2 %, en raison du recul du financement de la consommation. L'encours des crédits consentis aux collectivités locales baisse également. Cette contraction s'explique par la gestion active de leurs dettes, en fonction de leurs rentrées fiscales.



Source : IEDOM, Surfi

Pour 2012, les estimations réalisées dans le cadre du partenariat Cerom indiquent une hausse de 0,7 % du produit intérieur brut (PIB) de La Réunion, exprimé en monnaie constante (volume), soit une croissance plus modérée que l'année passée (+ 1,2 %). La consommation reprend le relais de l'investissement, qui avait été le moteur de la croissance en 2011. Les dépenses de consommation des ménages progressent en effet de 2,4 % en volume, grâce notamment à une inflation contenue. A l'inverse, l'investissement marque le pas et recule de 5,2 %. Cette baisse s'explique exclusivement par l'absence d'achat d'avions de ligne en 2012. Hors avions, l'investissement augmente de 1,3 % en volume, après + 4,6 % en 2011.



Source : IEDOM, Surfi

Parallèlement, la collecte d'épargne progresse très légèrement (+ 0,3 %), sans retrouver son niveau de fin 2012. Elle continue de bénéficier de l'intérêt des ménages réunionnais pour les produits d'épargne à régime spécial. Comme lors des trimestres précédents, les plus fortes progressions sont concentrées sur les supports concernés par les relèvements des plafonds réglementaires intervenus à plusieurs reprises en 2012 (livret A, livret de développement durable, etc.). Les sociétés non financières enregistrent également une hausse des actifs financiers qu'elles détiennent.

Le « suivi de la conjoncture financière et bancaire » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

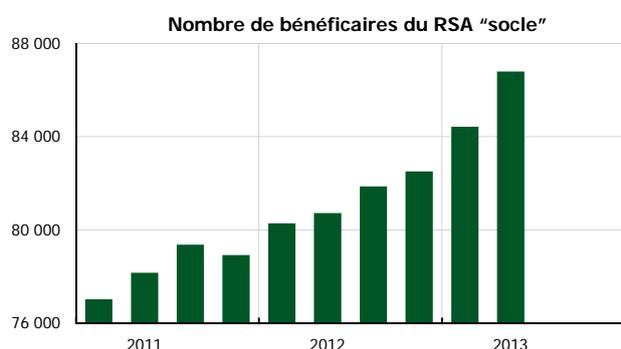
BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	131,1	- 0,3 %	+ 1,5 %
	IPC France entière	127,7	+ 0,5 %	+ 0,9 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	22 630	+ 4,9 %	+ 22,4 %
	Cumul (milliers d'euros)	205 902	-	- 1,5 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	372,4	- 2,1 %	- 4,7 %
	Cumul (millions d'euros)	2 931,0	-	- 5,1 %
	Exportations (millions d'euros)	16,1	- 28,3 %	- 0,3 %
	Cumul (millions d'euros)	190,6	-	- 3,8 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	135 420	+ 0,6 %	+ 7,0 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Septembre 2013	142 065	- 27,5 %	+ 0,5 %
	Cumul	cumul Sept.	1 491 007	-	- 3,1 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Mai 2013	70 400	+ 14,5 %	+ 3,1 %
	Cumul	cumul Mai	335 700	-	- 5,4 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	cumul Juillet	13 158	-	+ 3,3 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	cumul Juillet	184,3	-	+ 14,2 %
	Effectifs salariés du BTP	Août 2013	15 571	- 1,4 %	- 9,1 %

Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle" au 2^e trimestre 2013

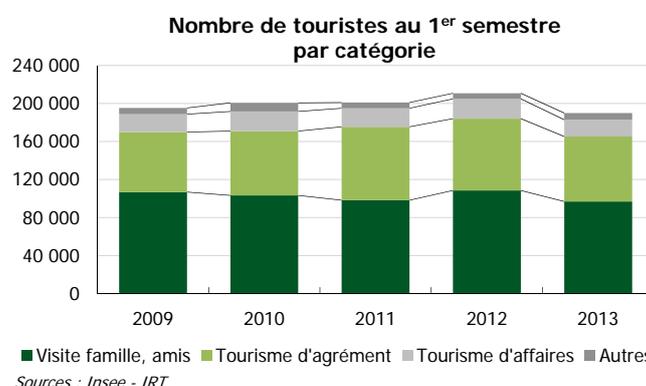
Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle") continue de progresser. A fin juin 2013, il augmente de 2,8 % par rapport à fin mars 2013 (+ 7,5 % sur un an). Cette hausse concerne principalement les femmes seules avec enfant et les hommes seules sans enfant, qui progressent respectivement de 1,7 % et de 4,0 %. 203 709 personnes sont ainsi couvertes par cette allocation.

Au cours du deuxième trimestre 2013, la Caisse d'allocation familiale a octroyé 133 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA ("socle" et "activité"), en hausse de 2,9 %.

Baisse de la fréquentation touristique au premier semestre 2013

La Réunion a accueilli 190 000 touristes au premier semestre 2013, soit une baisse de la fréquentation touristique de 10 % par rapport au premier semestre 2012. Cette contraction s'observe dans toutes les catégories de touristes. Ainsi le nombre de touristes affinitaires, qui représentent la moitié des touristes accueillis au premier semestre, diminue de 10,8 % et le nombre de touristes d'agrément de 9,5 %. Néanmoins, c'est le tourisme d'affaires qui est le plus touché, avec un recul 15 %. La clientèle provenant de France métropolitaine est en retrait de 8,6 %, tandis que celles originaires de l'océan Indien et du reste de l'Europe progressent (respectivement + 6,6 % et + 12,9 %).

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).



Stabilité de l'emploi dans le secteur privé au deuxième trimestre 2013

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), l'emploi dans le secteur privé est stable (- 0,1 %, CVS) au deuxième trimestre 2013 par rapport premier trimestre, soit un rythme équivalent à celui observé au niveau national. Sur un an, Les effectifs salariés diminuent de 0,3 %. Par ailleurs, la masse salariale dans l'île progresse de 0,8 % (+2,2 % en un an), tout comme en France entière.

Baisse de la masse salariale versée par les employeurs de salariés à domicile au deuxième trimestre 2013

Au deuxième trimestre 2013, la masse salariale nette versée par les employeurs de salariés à domicile diminue de 1,8 % par rapport au premier trimestre, selon la caisse nationale de l'Urssaf. De même, le volume horaire déclaré recule de 4,3 %. Au niveau national, la masse salariale et le volume horaire déclaré diminuent également (respectivement - 4,2 % et - 5,3 %).

Premiers lauréats du concours de création d'entreprises innovantes de la Technopole

L'Incubateur régional de la Technopole de La Réunion fête ses 10 ans de projets incubés. A cette occasion, la Technopole a lancé un concours pour stimuler les initiatives de création d'entreprises innovantes à La Réunion. Les lauréats de ce premier concours ont été dévoilés le 26 septembre. La Technopole a également dressé un bilan de l'incubateur, qui fait apparaître que 51 projets ont été incubés depuis 2003, 38 en sont sortis et 29 entreprises ont été créées.

Le palmarès du concours de création d'entreprises est disponible sur le [site de la Technopole](#).

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Après un ajustement et contrairement à ce qui avait été indiqué, les émissions nettes de billets croissent en août de 13,1 millions d'euros après avoir augmenté de 11,1 millions d'euros en juillet 2013 (soit +2,0 % après +1,7 % en juillet) et s'établissent à 674,5 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets suivent une tendance comparable : +2,2 % (après +2 % le mois précédent).

En septembre 2013, les émissions nettes de billets augmentent de 2,9 millions d'euros après avoir cru de 13,1 millions d'euros le mois précédent (soit +0,4 % après +2,0 % en août) et s'établissent à 677,4 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets croissent très légèrement : +0,08 % (après +2,2 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit ainsi à 12,3 millions au 30 septembre, dont 73 % sont constitués par la coupure de 50 € (66 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant été plus marquée en valeur qu'en nombre, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'apprécie de 19 centimes, à 54,95 € au 30 août septembre 2013.

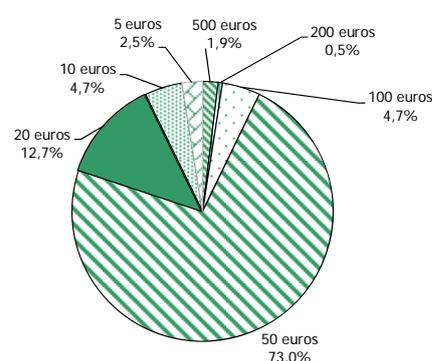
Emissions nettes cumulées de billet au 30 septembre 2013

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 30 septembre 2013



Source : IEDOM

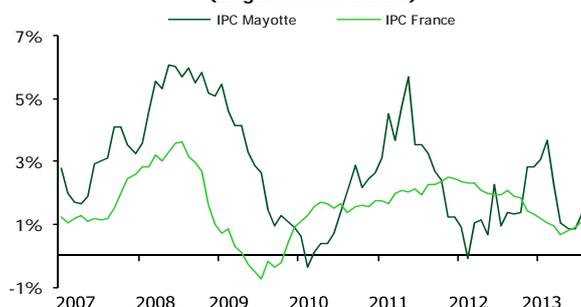
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les prix baissent de 0,7 % au mois d'août

L'Indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,7 % au mois d'août 2013. Cette évolution est expliquée par la diminution des prix de tous les grands postes de consommation, notamment ceux des services (-1,2 %), des produits manufacturés et des produits alimentaires et boissons (-0,3 %).

En revanche, sur un an, l'IPC augmente de 0,4 % sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires et boissons (+2,8 %) et, dans une moindre mesure, des services (+0,4 %). Les prix des produits manufacturés baissent quant à eux de 1,4 %.

Indice des prix à la consommation
(En glissement annuel)



Base 100 : année 2006

Source : INSEE

Conférence sur la réforme fiscale

Dans le double but d'informer la population et les acteurs économiques et de restituer les travaux conduits depuis quelques mois, le Conseil général a organisé une conférence le mardi 17 septembre sur la réforme fiscale qui sera mise en place à compter du 1^{er} janvier 2014. Cet événement a été l'occasion de partager le contenu du projet d'ordonnance gouvernementale ainsi que les propositions et avis du Conseil général.

Cette ordonnance modifiera le code général des impôts à Mayotte en l'alignant sur le droit commun avec, toutefois, les adaptations relatives aux Départements d'outre-mer (DOM). Ainsi, de nouveaux impôts seront dus dans le Département comme la taxe foncière, la taxe d'habitation, l'Impôt sur la fortune (ISF), la Contribution économique territoriale (CET) et la Contribution sociale généralisée (CSG). D'autre part, l'impôt sur le revenu bénéficiera d'un abattement de 40 % et les salariés à faible revenu seront éligibles à la prime à l'emploi.

Le Gouvernement a retenu l'option d'instaurer une Zone franche d'activités (ZFA) en alignement avec les pratiques en vigueur dans les autres DOM, plutôt qu'une Zone franche urbaine (ZFU), proposée par les élus mahorais, afin de développer l'activité économique et pallier au nombre insuffisant d'entreprises et d'emplois salariés. Si la ZFA permet d'exonérer les entreprises de certains secteurs d'activité de l'impôt sur le bénéfice et de la CET, la ZFU aurait permis d'exonérer toutes les entreprises de ces impôts et charges sociales, quel que soit le secteur d'activité. En optant pour la ZFA, le Gouvernement propose ainsi de ne pas généraliser l'exonération, en ciblant certains secteurs d'activité. Mise en place depuis 2010 dans les autres DOM, l'exonération de la ZFA doit s'achever en 2017. L'ordonnance a été signée en Conseil des ministres le 19 septembre au surlendemain de la conférence et sera à l'ordre du jour du prochain débat sur la Loi des finances à l'Assemblée nationale.

Tenue du séminaire du projet « Canal du Mozambique »

À l'initiative du Conseil général de Mayotte, un séminaire s'est tenu sur le site de M'tsangabeach du 2 au 6 septembre sur le concept « Canal du Mozambique ». Réunissant Zanzibar, la Tanzanie, les Comores, le Mozambique, Madagascar et Mayotte, le projet ambitionne de mettre en place une zone d'échanges grâce à une coopération régionale renforcée. Ainsi, les participants se sont réunis autour de cinq thèmes relatifs à la coopération économique, la valorisation du tourisme et de l'artisanat, la formation professionnelle et la mobilité régionale. Au terme du séminaire, une organisation non gouvernementale a été constituée pour porter le projet.

Lancement officiel de la compagnie EWA Air et acquisition d'un nouvel appareil pour Inter-îles

Le protocole d'investissement officialisant le démarrage de la compagnie EWA Air a été signé le vendredi 13 septembre. La société, dont le capital social est estimé à 4,4 millions d'euros, est détenue par Air Austral (52,3 %), la société Ylang Invest (25 %) et la CCI de Mayotte (22,7 %). Elle dispose pour l'instant d'un seul appareil, un ATR 72-500, qui desservira six destinations : Moroni et Ouani aux Comores, Nosy-Bé et Majunga à Madagascar, Dar Es Salam en Tanzanie et Pemba au Mozambique.

Une semaine après cette signature, les dirigeants d'EWA Air ont présenté le nouveau directeur général délégué, M. Jean-François Deveaux. Il aura en charge la préparation du lancement puis la direction de la compagnie. Une campagne de recrutement du personnel a été lancée. Dix-neuf emplois devraient être ainsi créés : six postes administratifs et commerciaux, six postes de personnel navigant commercial et quatre postes de personnel navigant technique (deux équipages et deux techniciens). Les premiers vols commerciaux sont programmés pour le début du mois de novembre 2013.

La compagnie Inter-îles, qui assure la liaison entre les îles de l'archipel des Comores, a annoncé le lundi 16 septembre l'acquisition d'un nouvel appareil de 12 places. La compagnie étend ainsi sa flotte et dispose désormais de cinq appareils en service.

Organisation du deuxième salon du tourisme et des loisirs

Les 20 et 21 septembre s'est tenue la deuxième édition du salon du tourisme et des loisirs à Mayotte. Le salon avait pour objectif principal de faire découvrir le tourisme à la population résidente sur l'île et pour thème principal cette année, le « tourisme bleu ». Soixante-dix stands ont représenté toute la gamme de l'offre touristique locale et, notamment, les activités nautiques et de découverte du lagon. Le salon s'est également tourné vers Madagascar en accueillant les offices du tourisme de Nosy-Bé et de Diego Suarez, ainsi que la région de Boeny.

Démarrage officiel du tri sélectif

Après une opération d'essai conduite il y a quelques mois à l'aéroport de Mayotte, le tri sélectif est désormais effectif dans neuf communes du centre et du sud de l'île. Les conteneurs ont été placés aux endroits stratégiques des villages et leurs habitants peuvent à présent trier leurs déchets en déposant les objets recyclables en verre, en métal et en plastique dans les conteneurs, respectivement, de couleur verte, bleue et jaune. D'ici fin octobre, 54 points de collecte, soit 162 conteneurs, seront repartis dans seize communes mahoraises, la commune de Bandraboua n'ayant toujours pas donné son accord pour participer à l'opération. Une campagne de communication sera organisée pour sensibiliser la population et faire du tri sélectif un réflexe. Ainsi, une « caravane du tri » effectuera le tour de l'île pour présenter le tri sélectif à travers des jeux et des animations.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	août-13	116,7	-0,7%	0,4%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	juin-13	5 969	-18,8%	-13,1%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-13	22 086	-23,4%	-23,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées juin-13	158 223	16,2%	4,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-13	2 088	564,9%	242,5%
		cumulées juin-13	3 676	131,5%	5,7%
	Taux de couverture	mensuel juin-13	9,46%	8,37 pt	7,35 pt
		cumulé juin-13	2,32%	1,16 pt	0,03 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels août-13	470	13,5%	-19,1%
		cumulés août-13	3 223	-	-2,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels août-13	37 141	7,7%	19,0%
		cumulés août-13	198 988	-	7,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels août-13	34,3	-36,8%	-34,2%
	(départs)	cumulés août-13	257,9	-	-1,6%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles juin-13	5 227	-0,1%	16,3%
		cumulées juin-13	32 502	-	-9,4%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	juin-13	39 439	-0,1%	2,8%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée juin-13	129 048	-	9,7%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle juin-13	8 693	-9,7%	-4,5%
		cumulée juin-13	58 153	-	3,4%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles juil.-13	181,0	7,7%	84,7%
		cumulées juil.-13	1 251	-	93,1%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuelles juil.-13	1 007	32,8%	4,9%
		cumulées juil.-13	6 205	-	17,4%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles juin-13	4,5	12,2%	6,4%
		cumulées juin-13	40,9	-	501,7%
	- en milliers euros	mensuelles juin-13	27,8	-21,2%	-10,8%
		cumulées juin-13	217,2	-	331,2%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Co de des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En septembre 2013, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France n'a pas enregistré d'incident de paiement sur chèques et compte cinq retraits de carte bancaire. Par ailleurs, l'archipel comptait 10 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007.



Nouvelles publications financières

Deux nouvelles publications financières et monétaires sont parues en septembre et en octobre :

- 1 - Suivi des crédits aux entreprises à St-Pierre-et-Miquelon au 30 juin 2013
- 2 - Évolutions monétaires à St-Pierre-et-Miquelon au 30 juin 2013
 - des indicateurs financiers résistants ;
 - une activité de financement qui évolue faiblement ;
 - hausse des actifs financiers :

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Adaptation à l'outre-mer des dispositions relatives à la Banque publique d'investissement 21/08/2013

Le ministre de l'Économie et des Finances a présenté une ordonnance portant adaptation à l'outre-mer des dispositions de la loi n°2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement. Ce projet d'ordonnance prévoit la mise en place de comités territoriaux d'orientation adaptés aux particularités des collectivités de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et de Saint-Pierre et-Miquelon ainsi que du Département de Mayotte. Il permet également à Bpifrance d'effectuer des missions de prestation de service pour le compte des collectivités du Pacifique, compétentes en matière de développement économique et industriel. Ces modalités d'intervention seront définies par voie de convention.

Jean-Marc Ayrault confirme les 5M€ pour le projet du câble numérique

Le Premier Ministre Jean-Marc AYRAULT a confirmé l'attribution d'une subvention de 5M€ pour le projet de câble numérique sous-marin.

La prochaine étape sera le lancement du marché public Réalisation-Exploitation-Maintenance d'ici la fin de l'année.

Visite à Saint-Pierre de l'ambassadeur du Canada en France

L'ambassadeur du Canada en France, Lawrence Cannon, s'est rendu à Saint-Pierre et Miquelon les 30 septembre et 1^{er} octobre 2013 afin d'y rencontrer des représentants locaux et d'échanger sur l'élargissement de la coopération économique régionale.

Extrait de la déclaration du ministre des Affaires étrangères John Baird et de l'ambassadeur Cannon faite à l'occasion de cette visite:

« Cette visite témoigne de manière concrète des efforts du Canada pour collaborer efficacement avec la France en vue d'une coopération plus étroite entre Saint-Pierre et Miquelon et le Canada atlantique, au bénéfice de leurs populations respectives. La visite s'inscrit d'ailleurs dans le droit fil du Programme de coopération renforcée Canada-France, convenu par le premier ministre Stephen Harper et le président français François Hollande en juin 2013.

« Le Programme appelle à un renforcement de la coopération économique entre Saint-Pierre et Miquelon et les provinces de l'Atlantique, ainsi qu'entre nos deux pays. Il vise notamment l'atteinte de certains objectifs précis, dont des avancées en ce qui concerne la reconnaissance des enjeux phytosanitaires, les protocoles sur l'environnement et la protection des espèces ainsi que la mise en vigueur d'une entente relative à l'exploration et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures transfrontaliers. »

Publication par le ministère des Outre-mer d'une brochure sur les grands axes de la politique extérieure de la France, dans les Outre-mer.

La brochure rédigée est divisée en trois parties :

- l'insertion régionale ;
- la protection de la souveraineté nationale ;
- les déclinaisons du droit international outre-mer ;

Chacune d'entre elles rappelle le contexte, fournit un point de situation, détaille les actions conduites et l'actualité de l'année 2013. <http://www.outre-mer.gouv.fr/?la-dimension-ultra-marine-de-la-politique-exterieure-de-la-france.html>

35^e session de l'OPANO à Halifax

La 35^e session annuelle de l'Organisation des Pêches du Nord Ouest s'est réunie à Halifax du 23 au 27 septembre. Dans le cadre de l'OPANO, la France détient les quotas suivants pour 2013, au titre de Saint-Pierre-et-Miquelon :

- sébaste (*redfish*) en zone 3M : 69 t ;
- flétan noir (*Greenland halibut*) en zone 3LMNO : 188 t ;
- limande à queue jaune (*yellowtail flounder*) en zone 3LNO : 340 t ;
- encornet (*squid*) en zones 3 et 4 : 453 t ;
- crevette (*shrimp*) en zone 3L : 96 t ;

Les quotas restent stables cette année sauf pour la crevette qui diminue de moitié. L'avis scientifique sur la crevette préconise un moratoire pour 2014. Ce sujet sera donc un enjeu pour les délégations et particulièrement pour la partie canadienne qui dispose de la grande majorité du quota (7 000 tonnes), SPM bénéficiant de 96 tonnes.

6^e rencontre de l'Alliance SEUS-CP à Halifax du 14 au 17 juillet

L'Alliance des Etats du sud-est des Etats Unis et des provinces Canadiennes (SEUS-CP) s'est réunie mi-juillet. Cette alliance est un partenariat stratégique qui s'efforce de faire la promotion des débouchés commerciaux et des possibilités d'investissement qui existent au sein de l'Alliance. La SODEPAR représentait l'archipel à cette conférence.

Dépréciation du dollar canadien

Le cours de la devise canadienne poursuit sa dépréciation face à l'euro au troisième trimestre 2013. Le taux de change de l'euro, évolue de -0,3 % en septembre 2013 par rapport au mois précédent. Il évolue de 9,8 % sur un an.

Il s'établit ainsi à 1,3817 CAN/EUR en moyenne en septembre 2013 contre 1,2583 CAN/EUR en septembre 2012.

Taux de change du dollar canadien pour un euro



LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix (Source : Préfecture)	Prix à la consommation – 2 ^e trimestre 2013	-	+0,08 %	+3,2 %
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Emploi (Source : DCSTEP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) Août 2013 :	213	-9,0 %	-11,6 %
	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Août 2013 :	155	-9,4 %	+16,7 %
	Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Août 2013 :	ND	ND	ND
RSA (Source : CPS)	Nombre de bénéficiaires - fin août 2013 :	47	+9,3 %	+11,9 %
	Nombre de personnes à charge - fin août 2013 :	85	+23,2 %	+2,4 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros) Août 2013 : Cumul annuel :	5 511 59 913	-4,9 %	+17,0 % +3,1 %
	Exportations (milliers d'euros) Août 2013 : Cumul annuel :	726 1 319	+451,5 % -	+802,5 % +33,8 %
	Déficit commercial (milliers d'euros) Août 2013: Cumul annuel	4 785 58 594	-15,5 % -	-27,0 % +2,6 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Pêche 3Ps (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes) Entre avril 2013 et octobre 2013	986	-	-
Pêche 2J (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes) Entre avril 2013 et octobre 2013	120	-	-
Pêche ICCAT (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes) Entre avril 2013 et octobre 2013	23,1	-	-
Pêche OPANO (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes) Entre avril 2013 et octobre 2013	160	-	-
Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs) Août 2013 : Cumul annuel :	3 965 21 782	+24,1 % -	7,4% -5,9%
	Mouvements d'avions Août 2013 : Cumul annuel :	294 1 659	+35,5 % -	8,1% -6,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) Août 2013 : Cumul annuel :	13 564 128 373	-9,8 % -	-9,7% 10,0%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,50%	08/05/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	08/05/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

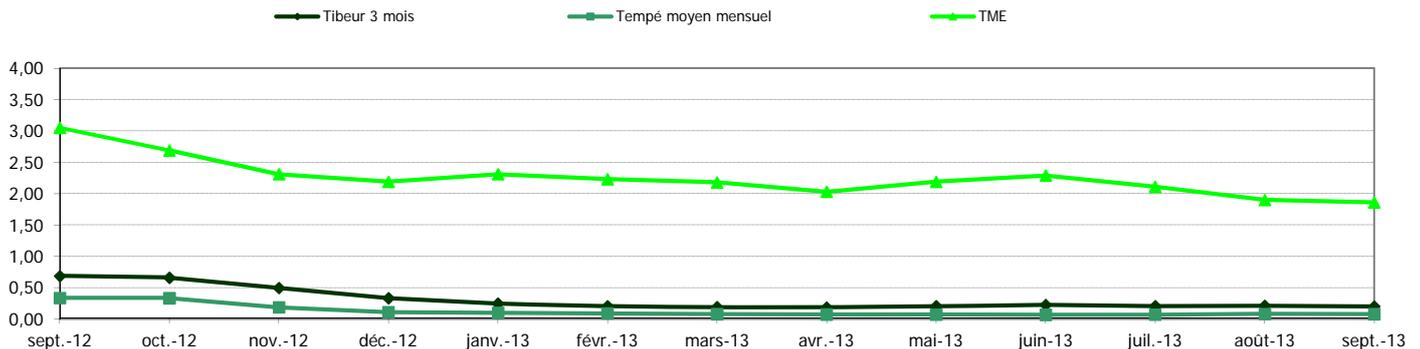
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Septembre 2013)				
Jun	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,0947%	0,0931%	0,0832%	0,0805%	0,1280%	0,2230%	0,3400%	0,5430%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Jun	Juillet	Août	Septembre	Jun	Juillet	Août	Septembre	
2,26%	2,31%	2,43%	2,58%	2,46%	2,51%	2,63%	2,78%	

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,03%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts-relais	5,29%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,77%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,28%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,41%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,17%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,52%	Découverts en compte (1)	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

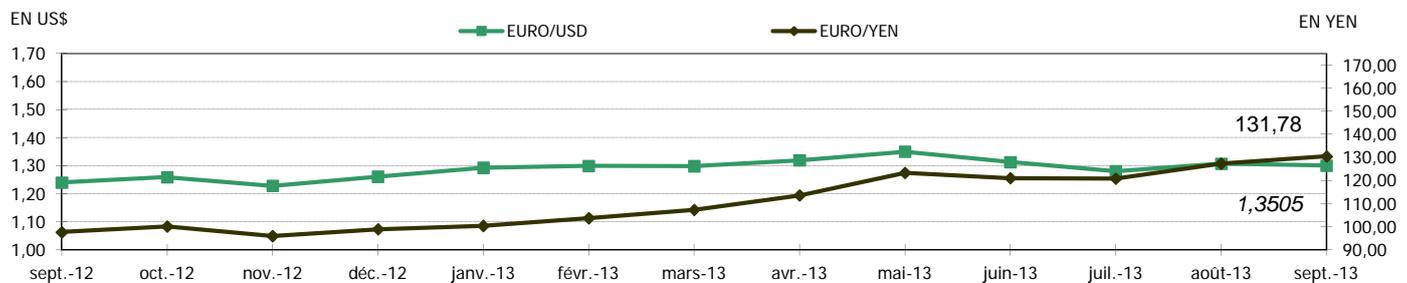
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3505	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,5985	EURO/SRD (Surinam)	4,4635
EURO/JPY (Japon)	131,7800	EURO/BWP (Botswana)	11,59020	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4211
EURO/CAD (Canada)	1,3912	EURO/SCR (Seychelles)	16,30430	EURO/DOP (Rép. Dom.)	57,4502
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83600	EURO/MUR (Maurice)	41,118	EURO/BBD (La Barbade)	2,7051
EURO/SGD (Singapour)	1,6961	EURO/BRL (Brésil)	3,0406	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,6909
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4722	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,5105	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3047,4901	EURO/XCD (Dominique)	3,6519	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 15 octobre 2013 - Dépôt légal : octobre 2013 - ISSN 1284-4438